



Extract of Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7916>

Visite d'une maquiladora au Nicaragua

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 44.2014 - Journal des Alternatives. Vol.5, No.9 Septembre 2014 -



Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Les maquiladoras, ces usines installées dans les pays en développement qui accordent des conditions particulièrement favorables aux investissements étrangers, sont souvent l'objet de dénonciations pour les mauvaises conditions de travail qu'elles offrent. Mais les maquiladoras dont les conditions semblent satisfaire les travailleurs et travailleuses ne présentent-elles aucun problème ? Compte-rendu d'une visite de maquiladora au Nicaragua.

C'est à l'invitation d'une centrale syndicale que nous pûmes pénétrer dans l'enceinte fortement gardée de la [zone franche](#). Il faut une autorisation pour passer le lourd portail où des gardes armés nous demandent à chacun et chacune une pièce d'identité qu'ils garderont jusqu'à notre départ. La centrale syndicale avait réussi à obtenir une invitation des gérants américains d'une usine de production de vêtements sise au sein du complexe industriel.

L'immense périmètre a la taille d'un petit village. L'espagnol y est la langue d'usage, mais plusieurs intersections sont ceintes de grandes affiches « food court ». Elles indiquent de grands espaces où seul un toit abrite les centaines de tables qui reçoivent, selon différents horaires, les milliers de travailleurs et travailleuses des différentes usines pour leurs 45 minutes de diner, la seule pause de la journée. C'est plus que le minimum requis par le Code du travail, qui est de 30 minutes par journée de 10 heures.

En entrant dans l'usine, notre délégation, composée de travailleurs et travailleuses de maquiladoras d'autres pays centre-américains (Salvador, Honduras), de représentantes syndicales de ces mêmes pays et de quelques CanadienNEs, est d'abord accueillie par des membres du syndicat local. SouriantEs, ils et elles portent le tee-shirt de leur centrale syndicale. C'est ensuite les deux gérants américains et le responsable des ressources humaines nicaraguayen qui nous accueillent. Ils nous donnent accès à l'entrée de l'espace de production qui compte près d'une trentaine de lignes où des centaines de travailleurs et travailleuses s'activent à confectionner des vêtements pour de grandes marques de sport.

L'usine est propre et ordonnée. Les travailleurs et travailleuses que nous voyons, (ils sont au total de 592 hommes et 439 femmes), bien que n'ayant pas l'air enchantés, ne semblent pas particulièrement maltraités. Rien d'étonnant : la visite est menée par les dirigeants de l'entreprise alors aucune situation problématique ne nous est exposée. Au contraire on nous montre plusieurs mesures visant à prévenir les accidents de travail et leurs bons résultats, et on nous dit que les bonus à la production permettent aux employéEs de doubler leur salaire, voire d'atteindre 565 \$ par mois. Le salaire moyen serait toutefois de 234 \$ par mois selon le gérant, mais de 160 \$ (le salaire minimum) selon un employé, qui souligne que les primes qui permettent d'augmenter le salaire sont en fait difficiles à obtenir. Le prix du panier de produits de base [1] pour une famille était estimé en 2013 à 428 \$ par mois.

Nous visitons ensuite une usine en préparation de la même entreprise. Elle devrait embaucher près de 800 personnes de plus. Le local de cette manufacture est loué, signe que l'entreprise préfère se réserver la possibilité de quitter rapidement si nécessaire. Il faut seulement deux semaines pour qu'à partir d'un entrepôt vide, 14 chaînes de montage soient fonctionnelles, un temps estimé très long par le gérant. Avec 2 semaines de plus, les 32 chaînes de montage seront en production. En plein milieu de cet espace de travail en devenir, un grand cercle est dessiné sur le sol. Il indique l'endroit où se dressera une tour vitrée dont le deuxième étage, panoptique, abritera le service des ressources humaines.

Qu'est-ce que la Maquiladora ?

La règle de la maquiladora est simple : les entreprises importent les matières premières de certains pays avec lesquelles existent des ententes de libre-échange, et y exportent tout ce qu'elles produisent, sans tarifs douaniers. Il

ne reste dans le pays où loge la maquiladora que les salaires versés aux travailleurs et travailleuses. Ainsi, la maquiladora visitée exporte toute sa production vers les États-Unis et le Canada. L'intérêt de la maquiladora ne repose donc pas sur le transfert technologique ou l'industrialisation, mais sur les salaires, tant pour le pays hôte que les investisseurs internationaux.

Pour le pays hôte, les maquiladoras permettent d'offrir des emplois formels et donc, des salaires. Dans un pays comme le Nicaragua, où le chômage est perçu comme l'un des principaux problèmes (il était de 9,7 % en 2010, soit 2,4 % de plus que la moyenne latino-américaine), et où le filet de sécurité sociale n'est pas tissé serré, le président de l'un des principaux syndicats qui essaient d'organiser les travailleurs et travailleuses des maquiladoras, défend leur présence. Il réclame même du gouvernement nicaraguayen qu'il s'empresse à faire renouveler les Tariff Preference Levels (TPL) [2]. Ces dispositions permettent aux fabricants d'importer des matières premières qui proviennent de l'extérieur de la zone de libre-échange tout en bénéficiant tout de même de l'exemption de droits de douane pour l'exportation des produits finis.

Pour l'investisseur ou le gérant d'entreprise, ce sont aussi les salaires qui sont attrayants, mais parce qu'ils coûtent peu cher. En demandant au gérant américain quels sont les facteurs qui ont incité son entreprise à choisir le Nicaragua, il mentionne la sécurité générale du pays, la bonne condition des routes, la collaboration de l'État, mais surtout, la qualité des travailleurs et travailleuses du Nicaragua, qui seraient parmi les meilleurs du monde. En l'interrogeant sur l'indice qui permet une telle comparaison internationale, il répond sans ambages, mais en anglais, que la pauvreté et l'absence de filet de sécurité sociale fait de meilleurEs employéEs. Il ajoute plus tard que la présence d'un syndicat ne l'inquiète pas puisque les NicaraguayenNEs sont des gens simples : leurs désirs se limitent à vouloir acheter de la nourriture pour leur famille et un grand écran plasma. Un commentaire formulé comme s'il était des plus banals.

Le piège de la maquiladora

Au sortir de la visite, les gérants nous offrent des boissons gazeuses et une table remplie de produits issus de son usine. À notre départ, tous les cadeaux avaient trouvé preneur. Une représentante syndicale nationale conclut la rencontre en annonçant qu'elle demandera à l'exécutif national d'envoyer une lettre à l'entreprise pour la féliciter de son bon fonctionnement.

La visite d'une maquiladora, considérée modèle par cette dirigeante syndicale nationale, est très instructive quant au problème que cette forme d'organisation de la production représente. Des conditions de travail qui ne sont pas atroces pourraient n'être qu'une exception, comme le laisse à penser l'enthousiasme de la syndicaliste, ou encore une façade organisée par le gérant qui guide la visite. Même si ce n'était pas le cas, la maquiladora est-elle pour autant souhaitable ?

Le mépris du gérant mentionné plus haut, probablement divulgué uniquement en anglais à des Nord-AméricainEs qu'il croyait être ses semblables, ne l'empêche pas d'obtenir la gratitude des employéEs. Car en fait, il a malheureusement raison : les employéEs craignent probablement de n'avoir aucun autre emploi. Les syndicalistes du Honduras et du Salvador qui font la visite soulignent aussi la crainte du chômage pour expliquer les difficultés de syndicalisation. Cette peur du chômage fait pression à la baisse sur les conditions de travail et les revendications salariales. Il en résulte que le coût de production d'un vêtement (qui ne semblait guère atteindre les 2 \$ la pièce) est composé de 60 % du prix du tissu, et de seulement 40 % de dépenses en capital fixe et en salaires.

Étant capable d'installer une usine fonctionnelle en moins d'un mois, la maquiladora frappe par sa mobilité. Établie dans des locaux loués, elle met en concurrence les différents pays centre-américains dans une course à l'appauvrissement. C'est probablement cette pauvreté qui permet aux pires maquiladoras d'attirer des travailleurs et travailleuses malgré leurs mauvaises réputations quant aux conditions de travail qu'elles offrent. Les pays les plus

pauvres remportent pour un temps un succès, et attirent plus d'industries. Lorsque les conditions économiques avantageuses se fragilisent, certains syndicats s'inquiètent alors de la perte d'« avantages » liés au libre-échange, tels que les TPL. En bref, certains syndicats en viennent à revendiquer le libre-échange par crainte de perdre des emplois.

L'exemple d'une seule maquiladora ne peut servir à illustrer les conditions de travail de l'ensemble du secteur, et les témoignages horribles provenant d'autres usines n'en sont pas amoindris par les usines qui semblent moins problématiques. Cependant, une seule et unique visite permet de voir la relation qualitative qui met en compétition les travailleurs et travailleuses du sous-continent, dans une course systémique qui fait pression à la baisse sur les conditions de travail. Elle donne ainsi l'impression que seules des campagnes multinationales avec des revendications communes parvenant à imposer les mêmes barèmes législatifs dans différents pays en même temps pourraient avoir des chances d'engendrer une transformation substantielle.

Note de la rédaction :

Bien que l'article ne traite pas de la situation particulière des femmes, il est important de savoir que les femmes sont majoritaires dans les maquilas, au Nicaragua et à travers le monde. En plus des conditions de travail atroces dans lesquelles ces femmes souvent jeunes et mères célibataires se retrouvent, elles sont fréquemment victimes de violences et de harcèlement sexuel.

Pour en savoir plus :

[La vie sous-traitée des ouvrières des maquilas du Nicaragua, Cahiers du genre](#)

[10 000 femmes dans l'enfer des maquilas, Cybersolidaires](#)

[Maquilas : Bienvenue en zone de non droit, Médecins du monde](#)

[Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, ONU](#)

[Le "féminicide" dans les républiques "maquiladoras", Risal.info](#)

PS:

Note de l'auteur :

Pour éviter toute représailles envers les travailleurs, travailleuses et leur syndicat, nous préférons taire les détails précis de cette visite. Les informations ici fournies ont toutefois été corroborées par trois personnes qui étaient présentes.

Crédit photo : [Yabasta.it](#) (Creative Commons)

[1] Le prix du panier de produits de base (Canasta Básica) est une mesure courante en Amérique latine pour calculer l'indice des prix à la consommation. Il est composé par l'addition des prix d'une liste de produits considérés comme le minimum essentiel pour le maintien d'une famille moyenne (comprenant la nourriture, le logement, les vêtements, le transport, etc). Par extension, le prix de ce panier est utilisé pour indiquer le minimum vital pour une famille moyenne.

[2] Tariff Preference Level, une disposition de l'ALÉNA qui permet à ce que certains biens, dont les caractéristiques ne correspondent pas aux conditions des traités de libre-échange, circulent toutefois sans payer de droits de douane.